



HAL
open science

De quelques dimensions de Khartoum et de l'urbanisation au Soudan

Eric Denis

► **To cite this version:**

Eric Denis. De quelques dimensions de Khartoum et de l'urbanisation au Soudan. Lettre de l'Observatoire Urbain du Caire Contemporain, 2005, n°6/7 2d série, pp.21-31. hal-00379203

HAL Id: hal-00379203

<https://hal.science/hal-00379203>

Submitted on 28 Apr 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DE QUELQUES DIMENSIONS DE KHARTOUM ET DE L'URBANISATION AU SOUDAN

MISE À JOUR

ÉRIC DENIS

SEDET-CNRS7
eridenis@ccr.jussieu.fr



Souk al-^{arabi}, gare routière, Khartoum, 1999.

INVITATION

Ces quelques pages se veulent avant tout une invitation à s'intéresser davantage à Khartoum, l'une des cinq plus grandes métropoles d'Afrique avec 5 millions d'habitants et capitale d'un pays, le Soudan, grand comme cinq fois

la France et un dixième du continent africain. Khartoum est un pôle de concentration d'incroyables inégalités et d'une cristallisation sociale que la relance économique favorisée par la paix potentielle avec le Sud risque encore de renforcer. Et, alors que plus à l'ouest les plus horribles exactions ont été commises et le sont encore, tout laisse à

Tableau 1 : Les dix plus grandes agglomérations du Nord-Soudan, 1955-2000

Rang	2002		Agglomération % urbain	Population en milliers d'habitants							Taux moyen de variation annuelle				
	1993	2002		1955-56	1964-66	1973	1983	1993	2002	1955/65	1965/73	1973/83	1983/93	1993/02	
1	1	40,9	Khartoum	261	460	784	1 343	2 920	3 908	6,2	6,9	5,5	8,1	3,3	
2	2	4,7	Port-Soudan	50	82	127	205	308	450	5,3	5,6	4,9	4,2	4,3	
5	3	4,6	Al-Ubayd	54	64	90	138	229	444	1,8	4,4	4,4	5,2	7,6	
3	4	3,5	Kassala	40	68	100	141	235	338	5,8	4,9	3,5	5,3	4,1	
7	5	3,3	Wad Madani	50	66	107	144	211	319	3,0	6,1	3,1	3,9	4,7	
4	6	3,3	Kusti / Rabak	23	51	84	114	233	316	8,7	6,5	3,1	7,4	3,4	
8	7	3,0	Gadarif	18	46	67	116	181	291	10,4	4,9	5,7	4,6	5,4	
6	8	3,0	Nyala	14	27	60	112	227	290	7,2	10,3	6,6	7,3	2,8	
10	9	1,9	Atbara / Damar	42	58	83	100	139	181	3,4	4,7	1,8	3,4	3,0	
9	10	1,8	Al-Fashir	28	41	52	84	142	170	4,1	2,9	5,0	5,3	2,0	
Total urbain				830	1 424	2 374	3 776	6 825	9 563	5,85	6,60	4,75	6,10	3,82	
Taux urbanisation Nord-Soudan				11,1	15,3	21,2	24,7	32,1	34,0						
Total rural				6 650	7 883	8 814	11 517	14 442	18 605	1,81	1,41	2,71	2,29	2,85	
Taux de population rural				88,9	84,7	78,8	75,3	67,9	66,1						
Nord-Soudan				7 480	9 307	11 188	15 293	21 267	28 168	2,3	2,3	3,2	3,4	3,2	
Sud-Soudan				2 752	3 224	3 684	5 271	4 321			1,7	3,7	-1,9		
dont Juba				2	NA	57	84	125				4,0	4,1		
Soudan				10 232	12 531	14 872	20 564	25 588		2,2	2,2	3,3	2,2		

Source : recensements de la population + 2002 pre-enumeration census (en italique, estimations de population).

croire que Khartoum est au cœur d'une paix qui reste à faire au-delà des accords politiques, dans une remise en cause au quotidien, volontaire, de rapports de dominations sociales et ethniques depuis longtemps incorporés.

UNE MÉGAPOLISATION ACCÉLÉRÉE

Le taux d'urbanisation du Nord-Soudan, le plus élevé parmi les pays du Sahel, a plus que triplé en 47 ans, passant de 11 % en 1955 à 24,7 % en 1983, puis à 34 % en 2002 (une ville étant administrativement définie au Soudan comme une localité de plus de 5 000 habitants ou de moins de 5 000 habitants, mais possédant des fonctions administratives importantes). Le taux moyen annuel de croissance de la population urbaine a été de 3,8 % durant la dernière décennie (contre 6 % durant la décennie précédente ; le taux 1983-1993 de croissance de la population rurale n'étant alors que de 2,3 % contre 2,8 % entre 1993 et 2002). L'urbanisation est très forte jusqu'au début des années quatre-vingt-dix et a pour conséquence la multiplication des villes. Ce processus se nourrit de flux migratoires depuis les campagnes, amplifiés par les cycles de plus en plus rapprochés de sécheresses, de disettes et par la reprise de la guerre au Sud en 1983, notamment au Nord-Kordofan, au Nord-Darfour et dans la province de la mer Rouge.

Ainsi les agglomérations urbaines du pays étaient au nombre de 116 en 2002, contre 47 en 1955. De même, la population urbaine du Nord-Soudan s'est accrue très fortement au cours des cinquante dernières années, passant de 830 000 habitants à 9 563 000 habitants, soit une multiplication par 11,5 quand la population totale n'a été multipliée « que » par 3,5. Le taux actuel de croissance urbaine passé de 6 à 3,8 % témoigne du fléchissement sensible de la croissance de la capitale mais aussi du glissement du processus d'agglomération des populations vers des bourgs qui n'ont pas le statut de villes officielles, alors que le nombre de villes officielles ne croît plus. Le Darfour, la plus grande et la plus dynamique des grandes régions du Soudan, compte, pour 7,4 millions d'habitants, 12 villes disséminées sur un territoire grand comme la France. Le taux d'urbanisation y baisse donc en conséquence entre 1993 et 2002

passant de 14,6 % à 13,3 %. Là comme ailleurs, le nombre de villes officielles ne respecte plus la définition fondée sur la limite des 5 000 habitants. Elle n'est plus mise à jour. Une approche détaillée de la distribution du peuplement et des formes de regroupement s'impose donc d'autant qu'en la matière non seulement l'actualité n'est pas documentée, mais encore il n'existe guère de références. La description précise et l'analyse du système de peuplement seront donc les premières études qui ressortiront de l'exploitation du système d'information géographique Nord-Soudan, réalisé en coopération avec le département de géographie de l'université de Khartoum et le Bureau central de la statistique soudanais – (cf. texte de F. Ireton sur ce projet dans cette *Lettre*).

Malgré une tendance nouvelle à un très sensible tassement de la croissance démographique métropolitaine, peut-être très conjoncturelle, le fossé entre la capitale et les métropoles régionales du pays reste immense : entre 1955 et 1993, l'indice de primatie¹ a presque doublé : en

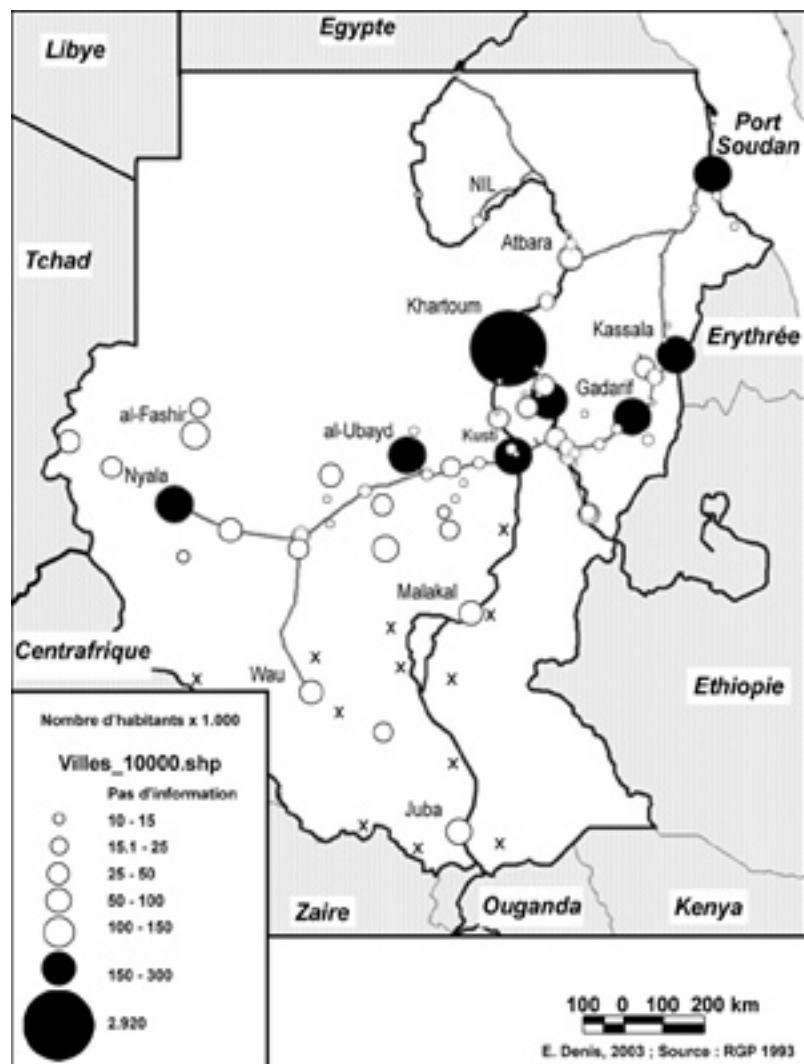


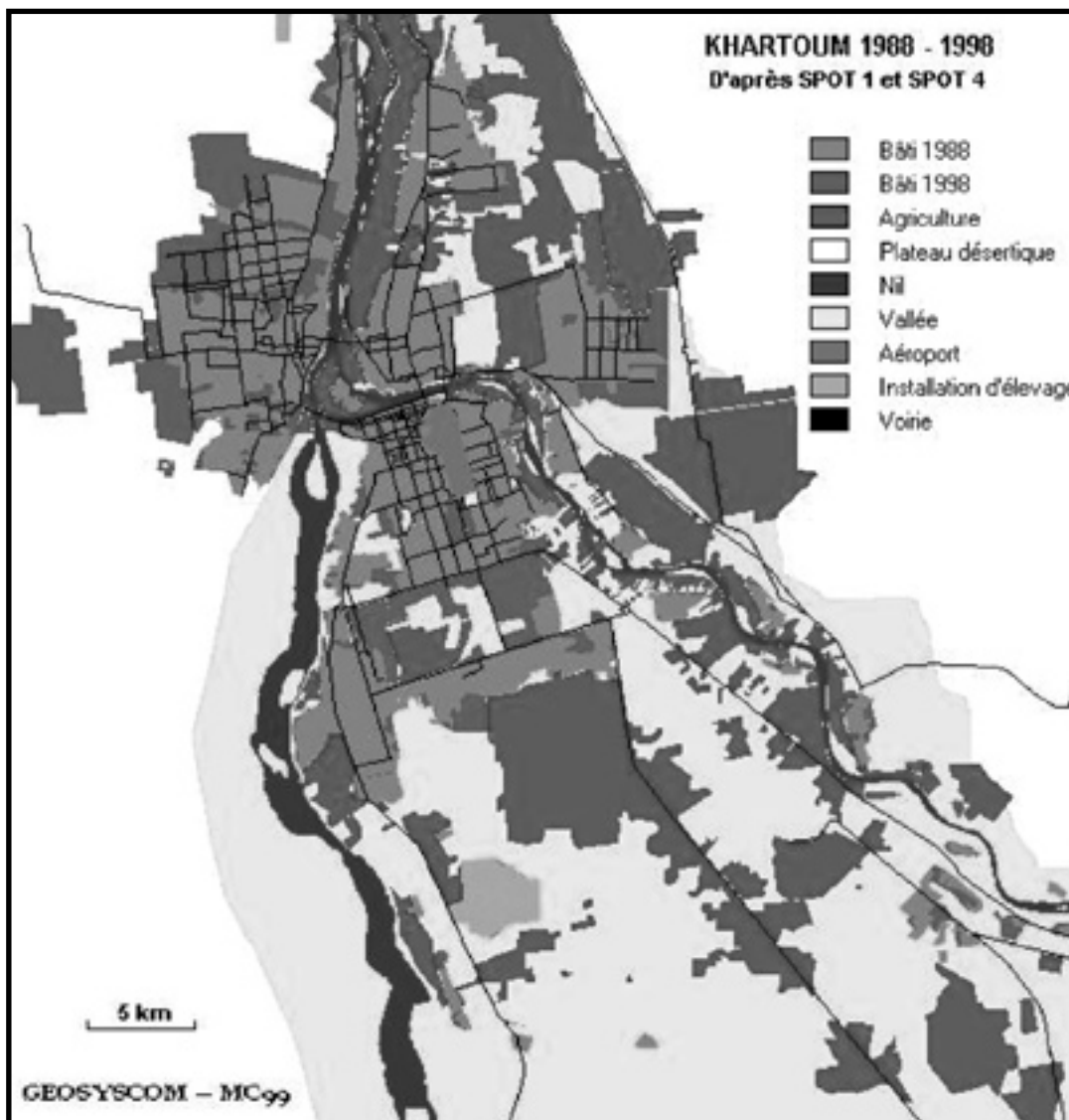
Figure 1 : Les agglomérations soudanaises de plus de 10 000 habitants en 1993

1955, la deuxième ville, al-Ubayd (capitale du Kordofan), était 5 fois moins peuplée que Khartoum ; elle a cédé sa place à Port-Soudan, qui est 9,5 fois moins importante que Khartoum en 1993. Un point d'équilibre semble à présent acquis puisque, entre 1993 et 2002, la primatie aurait même eu tendance à fléchir alors que le système des villes secondaires aurait crû plus fortement que la capitale. Comme dans la plupart des États de la région, lorsque la capitale n'est pas située sur le littoral, la deuxième ville est un port : la situation de Port-Soudan est comparable, en ce sens, à celle d'Alexandrie en Égypte, de Mombasa au Kenya ou de Massawa en Érythrée. Observé dans de nombreux pays, ce basculement progressif des réseaux urbains vers les littoraux, initié par les intérêts coloniaux, se renforce avec l'intégration en cours des marchés nationaux à l'économie-Monde et la politique du régime clairement orientée vers l'extraction des richesses, d'abord

agricoles et désormais pétrolières. Ceci tend à expliquer le sensible avantage de Port-Soudan par rapport aux 5 autres métropoles régionales. Le terminal pétrolier inauguré en 2000 dans de nouvelles installations portuaires proches de Port-Soudan renforce encore l'association avec Khartoum par où passe l'oléoduc qui draine l'or noir depuis la région de Bentiu, de part et d'autre du site pionnier d'Heglig à quelque 500 kilomètres au Sud-Ouest (300 000 barils/jour en 2003). À l'issue de la période, émerge ainsi un modèle d'organisation christallérien presque parfait et centré sur le Nord-Soudan : une métropole dominant 6 villes secondaires de taille quasi égale.

Le doublement de la population d'al-Ubayd entre 1993 et 2002 vient toutefois recomposer la hiérarchie des villes secondaires. À nouveau, al-Ubayd est aussi grand que Port-Soudan et marque ainsi un rééquilibrage vers l'Ouest, consécutif à l'essor pétrolier plus au sud, au

Figure 2 : Source Spot 1 et 4; traitement Michel Chesnais



passage du pipeline, à l'ouverture d'un axe autoroutier le reliant à Khartoum en 2000 et à une déprise rurale de la région. L'exode rural était déjà très marqué durant la crise de la décennie précédente. Voilà donc vingt ans que le Nord-Kordofan perd des habitants en valeur absolue mais cela ne se traduit plus uniquement par des flux directs vers Khartoum. Désormais, al-Ubayd polarise beaucoup plus fortement les populations. Sa dynamique s'affiche comme un indicateur majeur du poids croissant de l'Ouest, incontournable sur la route du Darfour et de ses presque 8 millions d'habitants, mais aussi comme base arrière des développements pétroliers et de l'exploitation des potentiels d'élevage, voire agricoles, du Sud.

La capitale, Khartoum, a pris une place toujours plus considérable dans la population urbaine du Nord-Soudan passant de 31,4 % en 1955/1956 à 42,8 % en 1993. Du fait du redéploiement sensible du peuplement, notamment dans le Darfour, d'une moindre polarisation de l'exode rural et des flux de déplacés, ce poids a toutefois tendance à se stabiliser entre 1993 et 2002 autour de 40 %. Il était impossible pour une capitale de cette taille de continuer à croître à un rythme engageant plus qu'un doublement en dix ans (8 % par an) plus qu'une décennie, ne serait-ce que par assèchement relatif des foyers d'immigration.

Khartoum s'impose néanmoins comme la plus peuplée des villes du Sahel, devant Dakar à l'autre bout du continent, et de toute l'Afrique orientale, devant Addis Abeba et Nairobi, capitales de pays plus peuplés mais moins urbanisés. Comme dans beaucoup d'autres pays, la période de construction nationale après la proclamation de l'indépendance en 1955 par un gouvernement uniquement constitué de Nord-Soudanais s'est traduite par un renforcement du rôle de la capitale, par l'essor de l'administration centrale et la poursuite d'une politique d'industrialisation centralisée

qui ne cesse de drainer les migrants des provinces (el-Bushra, 1980). Toutefois, son poids n'augmente que très sensiblement, de 4 points entre 1955/1956 et 1983, alors qu'ensuite, en dix ans, de 1983 à 1993, sa suprématie dans la hiérarchie urbaine s'accroît de plus de 7 points, forte d'un taux de croissance annuelle sans précédent dépassant 8 % par an ! Aussi, en 1993, Khartoum capitalise-t-elle un tiers de la croissance urbaine du Soudan. A présent, le taux de croissance de la métropole s'est nettement infléchi, même s'il demeure exceptionnellement élevé pour une métropole de cette taille, puisque encore de l'ordre de 3,3 %².

ÉTALEMENT

Accueillir plus d'un million d'habitants supplémentaires (croissance naturelle plus migration) entre 1993 et 2002, 1,7 durant la décennie antérieure et déjà 640 000 entre 1973 et 1983, implique une extension ou une densification sans précédent de la métropole. En l'occurrence, il s'est agi d'un étalement. Bien que très lâche, l'occupation du sol dans l'agglomération existante n'autorise pas une forte densification. La partie urbanisée est clairement cadastrée et appropriée sur la base de vastes concessions dont les plus petites font 250 m² et les plus grandes dépassent les 600 m² ; et elle ne fait l'objet que d'un très faible marché de subdivision. La densification n'est pas courante, à l'exception de quelques zones inondables, de fonds de *wadi* qui ont pu être squattés temporairement par des primo-arrivants jusqu'à leur déguerpissement et parfois leur relogement, par attribution de lots, plus loin en périphérie sur des terrains publics concédés à crédit mais toujours au péril des pluies et en l'absence quasi-totale d'équipement, y compris de l'accès à l'eau qui reste souvent précaire et dépendant de l'investissement d'ONG.

Car, même si Khartoum n'a de cesse de déborder les schémas supposés orienter son extension et organiser son équipement en infrastructures, la maîtrise foncière demeure très forte. Certes, elle n'a jamais été complète, les primo-extensions irrégulières sont devenues dominantes, mais force revient rapidement à la loi et à l'application des schémas cadastraux, soit par régularisation sur place, soit par réattribution de lots en périphérie lointaine ou encore par déguerpissement sans compensation et parfois usage de la force. Il faut reconnaître la capacité des services compétents à garantir, dans la majeure partie de l'agglomération et de ses extensions, l'intégrité de la propriété publique et privée, de même que les tracés et réserves inscrites sur les plans cadastraux. La protection de la propriété foncière est de fait un élément essentiel du fonctionnement de l'économie métropolitaine soudanaise, fondé sur la fixation de la valeur du foncier dans un contexte de forte inflation, de dévaluation constante de la monnaie et d'incertitude de l'investissement productif. L'entreprise commerciale et industrielle est en effet légalement moins protégée que le foncier et ses revenus davantage taxés.

Tableau 2 : Évolution de l'occupation du sol entre 1988 et 1998

	1998		Variations 1988/1998	
	Km ²	%	Km ²	%/an
Bâti	414,9	12,7	120,2	3,5
Agriculture	430,8	13,2	-126,6	-2,5
Désert	1 381,5	42,2	-65,8	-0,5
Nil	88,7	2,7	-84,2	-6,5
Vallée	942,5	28,8	174,1	2,1
Aéroport	6,0	0,2	0,2	0,4
Élevage	11,3	0,3	-18,0	-9,1
Total	3 275,7	100,0	-1	0,0

Source : Spot Image ; traitement M. Chesnais, Geosyscom.

L'amplitude et les formes de l'extension peuvent être évaluées à partir de la comparaison de deux fichiers images, l'un de 1988 et l'autre de 1998. Il en résulte que l'agglomération s'est étendue d'un quart, soit de quelque 120 kilomètres carrés, entre 1988 et 1998. Les autres variations sont conséquentes ou proviennent des dates de passage du satellite : l'image de 1988 a en effet été prise au moment des crues des deux Nils, en juillet, d'où une emprise du fleuve deux fois plus élevée qu'en 1998 où le « cliché » date du mois de janvier.

Le taux moyen annuel d'étalement du cadre bâti durant la période se révèle de 3,5 %. À taux constant, il induit donc un doublement de l'agglomération tous les 20 ans. Cela signifie encore, malgré l'ampleur de l'étalement, qu'une densification est en cours puisque le taux de croissance démographique reste plus élevé. Dans l'urgence et la précarité, Khartoum devient aussi une des métropoles parmi les plus denses d'Afrique avec plus de 10 000 habitants par kilomètre carré, signe encore une fois de l'importance accordée par le régime à la maîtrise de la rente foncière qui reste un revenu majeur. La densification de Khartoum n'est toutefois pas apparente car elle ne s'accompagne pas d'une élévation du bâti, du moins en périphérie. Le *hush*, l'enclos familial, demeure en effet la norme. En 1993, 92 % de ménages vivaient dans des maisons individuelles d'une ou plusieurs pièces et d'un seul étage. Ainsi, 60 % du sol de l'agglomération sont occupés par les fonctions d'habitation, alors que les espaces publics et la voirie ne s'étendent que sur 25 % et les services sur 15 % – les souks essentiellement. Ces derniers sont d'ailleurs les lieux, avec la voirie, où se mesurent très clairement la densité et la densification marquées par des difficultés à circuler croissantes. Dans les extensions populaires en 1993, les densités pouvaient déjà ponctuellement dépasser 30 000 habitants par kilomètres carrés, comme à Hag Yusuf, précisément à Maygûma et Hilat Kuku. À Umbadda, extension populaire largement régularisée d'Umdurman, à l'ouest de l'agglomération, les densités atteignaient déjà 14 000 habitants par kilomètre carré en 1993 et ont doublé depuis, sans élévation du bâti.

La taille des parcelles s'est largement réduite et elles sont de plus en plus densément loties. Plusieurs familles partagent couramment les lots dans les extensions récentes, chacun y construisant son abri selon ses moyens ; d'aucuns louent aux primo-arrivants, d'autres rejoignent des proches. Dans les extensions les plus précaires, les tentes voisinent avec les abris, accommodant les matériaux de récupération en tout genre, et s'agrègent au bâti fait de briques de terre crue qui se consolide au gré de l'insertion de la famille et des opportunités de travail de ses membres. Souvent, l'enclos délimité par un mur d'enceinte n'existe pas, né d'une appropriation illégale directe ou *via* des intermédiaires, le parcellaire reste incertain et dessine une propriété qui demeure contestable alors que les besoins de revenus amènent à des bourrages et des redécoupages incessants et rarement enregistrés. En 1993, 16 % des unités familiales

n'étaient pas entourées d'un mur. Les Dar al-Salam forment aussi un parcellaire dense au regard des normes citadines traditionnelles. Les lots cadastrés varient entre 500 et 200 mètres carrés selon la catégorie des quartiers classés de la première à la troisième. Mais 85 % du stock de logements appartient à la troisième, voire à la quatrième catégorie et à l'habitat illégal. L'insécurité de la propriété concerne 40 % de l'habitat. Les 15 % restants forment les quartiers centraux et leurs extensions (El Agra, 2002). Cette répartition reflète évidemment la structure sociale.

Dans les trames d'accueil planifiées sur les marges de l'agglomération – ces extensions de substitution à l'habitat illégal de quatrième catégorie –, les lots de base font entre 200 et 250 mètres carrés, mais ils font ensuite l'objet d'un redécoupage et d'un bourrage. Le Dar al-Salam le plus étendu et le plus peuplé occupe les marges désertiques à l'extrême ouest d'Omdurman. En 1993, il comptait déjà, six ans après les premières implantations, 73 000 habitants et plus de 200 000 en 2002, soit un taux de croissance annuel de près de 12 % par an ! Les terrains sont distribués par les services compétents à des migrants anciennement insérés dans la ville, plutôt à des déplacés en mesure de prouver une résidence continue depuis 1990 et qui squattaient des terrains péri-centraux convoités. Les gens originaires du Sud y sont majoritaires, suivis des populations de l'Ouest. Chaque lot accommode rapidement plusieurs ménages. L'essentiel de la densification, répondant aux normes de solidarité et d'hospitalité, résulte du processus de migration humanitaire où les primo-arrivants ont à loger progressivement de plus en plus de membres de la famille et de proches qui viennent chercher refuge, travail et nourriture dans la capitale après avoir tout perdu dans leur région d'origine : leur troupeau ou leur récolte faute de pluie, ou fuyant les exactions liées à la guerre au Sud-Soudan, l'insécurité et les conflits tribaux (pasteurs versus agriculteurs en particulier) dans le Darfour. Cette hospitalité impérative grève lourdement les capacités d'insertion et de sécurisation des familles.

En 1993 à Khartoum, les ménages, dont 35 % comptaient au moins 8 membres, étaient composés d'à peine 40 % de familles nucléaires, contre 42 % de familles étendues et 18 % de familles composites alors que 7 % des ménages n'avaient aucun membre travaillant, 42 % un seul et 23 % deux. Les enquêtes dans les quartiers abritant majoritairement des migrants récents du Sud indiquent aussi que les femmes sont davantage et plus rapidement insérées que les hommes et de ce fait travaillent beaucoup plus, deux à trois fois plus, apportant l'essentiel des maigres ressources des ménages.

On l'aura compris, la densification s'associe à l'extension. Elle tient à l'intensité de l'apport migratoire et au mode d'accommodation populaire qui y est associé : aux modalités solidaires³ de faire face aux crises. Ainsi, par appropriation illégale des franges désertiques et bourrages, les vides entre les extensions légales et les quartiers périphériques se trouvent à présent totalement comblés, réduisant l'isolement planifié et initial des Dar al-Salam.

Tableau 4 : Les trois villes formant l'agglomération

		Omdurman	Khartoum	Khartoum Nord	Agglomération		Omdurman	Khartoum	Khartoum Nord	Agglomération
Population en milliers d'habitants	1955-56	116,2	97,5	46,9	260,6	Répartition de la population (%)	44,6	37,4	18,0	100,0
	1964-66	192,9	185,4	81,7	460,0		41,9	40,3	17,8	100,0
	1973	299,4	333,9	151,0	784,3		38,2	42,6	19,3	100,0
	1983	526,2	476,0	340,9	1 343,0		39,2	35,4	25,4	100,0
	1993	1 271,4	947,5	700,9	2 919,8		43,5	32,5	24,0	100,0
	2002	1733,6	1319,7	872,8	3926,1		44,16	33,61	22,23	100,00
Taux moyen de variation annuelle en %	1955/65	5,48	7,00	6,02	6,16					
	1965/73	5,65	7,63	7,99	6,90					
	1973/83	5,80	3,61	8,48	5,53					
	1983/93	9,22	7,13	7,48	8,08					
	1993/02	3,51	3,75	2,47	3,29					

Source : Recensements et pré-énumération pour 2002, Bureau central de la statistique, Khartoum.

REDISTRIBUTION DÉMOGRAPHIQUE DANS LA MÉTROPOLÉ

Khartoum se compose de trois agglomérations séparées par le Nil Blanc à l'Ouest et le Nil Bleu au Nord-Est qui confluent au centre de Khartoum, au niveau de l'île de Tûtî, pour former le Nil unifié ensuite jusqu'au Caire ; à l'ouest : Omdurman ; au Sud : Khartoum ; et au Nord : Khartoum-Nord. La ville de Khartoum, fondée en 1830 entre les bras du Nil comme siège du pouvoir égyptien à la suite de la conquête du Soudan par les fils de Muhammad °Alî bientôt suivis des Anglais, est rasée lors de l'expérience proto-nationaliste mahdiste en 1885 et reconstruite après la reconquête anglo-égyptienne en 1898. Dans l'intervalle, les partisans du Mahdi, où dominent les populations arabes de la vallée du Nil en amont de Khartoum, fondent Omdurman sur la rive ouest. Cette dernière se peuple rapidement par apports successifs de population du Nord et de l'Ouest ainsi

que d'esclaves capturés dans le sud et l'ouest du Soudan – ces derniers ont constitué jusqu'au deux tiers des habitants (cf. Stevenson, 1980). Khartoum-Nord émerge dans les premières années du XX^e siècle après l'arrivée, en 1899, de la ligne de chemin de fer qui suit la vallée jusqu'à Wadî Halfa. Progressivement, le Nord devient la zone industrielle de Khartoum. Il croît ensuite au rythme de l'essor industriel, attirant les migrants. Les premiers quartiers de logements précaires s'y imposent pour accommoder la main-d'œuvre ouvrière et les portefaix.

Ce ne fut qu'après l'indépendance et la constitution d'une administration centrale forte que Khartoum devint à nouveau plus peuplé qu'Omdurman. Mais, dès les années soixante-dix, le centre est saturé et Khartoum croît uniquement au rythme du peuplement de ses extensions populaires souvent non contrôlées vers le Sud. Dès cette époque en effet, son centre à vocation tertiaire de commandement en dehors du souk qui perd rapidement de son exclusivité au profit

des souks périphériques commence, avec le vieillissement et le départ des communautés étrangères comme avec le renchérissement du sol, à perdre des habitants au profit des fonctions commerciales et des services spécialisés. À l'ouest de l'aéroport au début des années quatre-vingt émerge encore le quartier résidentiel de Ryad qui prolonge celui d'Imarat. Ces noms évoquent les lieux de capitalisation foncière des immigrés qualifiés, des médecins et ingénieurs, lotis de villas cossues inspirées du rêve américain hybridé des valeurs ostentatoires des monarchies pétrolières. Ces extensions accueillent sur une trame très peu dense une élite qui ne s'élargit guère et reste l'héritière des grandes familles maîtrisant le foncier de la capitale. La reprise de la croissance démographique à Khartoum entre 1983 et 1993 (7,13 %/an), alors qu'elle était tombée à 3,6 % durant la décennie antérieure, tient à son extension populaire. Elle indique un débordement incontrôlé vers le Sud sur des réserves publiques. Elles abritent à présent des populations déplacées et réfugiées des sécheresses et de la guerre, notamment à Mayo et à Kalakla. Kalakla accueille aussi, par attribution de lots, les familles des fonctionnaires et des militaires. Depuis, l'extension vers le Sud a trouvé ses limites, et malgré un processus de bourrage accru, les prix élevés du foncier et la disparition des opportunités de squattage ont ramené le taux de croissance de Khartoum à 3 %.

Malgré ces extensions à Khartoum même, c'est à nouveau Omdurman qui s'affirme et représente le tiers dominant de l'agglomération. Khartoum Bahri gonfle aussi de nouveaux quartiers d'accueil des populations migrantes, sur ses marges nord et est. Mais c'est définitivement Omdurman qui connaît la plus forte croissance avec près de 750 000 habitants supplémentaires en dix ans alors que les deux autres parties totalisent un excédent à peine supérieur à 800 000. À présent, Omdurman accueille près de 2 millions d'habitants et, entre 1988 et 1998, s'est étendue de 56 kilomètres carrés, c'est-à-dire de plus des deux tiers en dix ans. La précarité des conditions de vie laisse difficilement transparaître des formes transitoires de fabrication de nouveaux quartiers. Pourtant, en certains endroits, des consolidations sont le signe de formes indéniables de promotion urbaine qui témoignent des compétences ou des fortes capacités des habitants à s'intégrer, en contradiction avec tous les discours normatifs sur l'importation de traditions rurales incompatibles avec la vie urbaine. Une grande part des migrants aboutit à Khartoum au terme d'un long périple, d'une fuite parfois, qui les a conduits de bourgs en villes en passant par des camps, notamment pour les populations du Sud. Un parcours d'apprentissage qui, associé aux solidarités communautaires, favorise des formes d'insertion, souvent subalterne. Lors des sécheresses, les migrations directes des gens de l'Ouest vers Omdurman sont en revanche plus fréquentes, mais souvent compensées par la solidité des liens familiaux.

CONSÉQUENCES DE L'ÉTALEMENT

À l'éclatement initial de part et d'autre des branches du fleuve s'ajoute à présent l'inversion des densités avec des extensions populaires très peuplées mais aussi très marginales et, par conséquent, distantes des opportunités de travail⁴. L'accessibilité est donc dépendante d'une capacité à circuler très coûteuse. Ce coût, voire parfois la pénurie en moyens de transport et, il y a encore quelques années, d'essence, confinent une large partie de la population à la marginalité absolue. La marche demeure le moyen de transport dominant, même si l'abondance de pétrole depuis 2000 favorise l'essor de l'offre de transport et l'amélioration des axes majeurs, car en revanche le coût du transport ne cesse d'augmenter.

La distance, associée à la pauvreté, réduit les opportunités d'intégration urbaine des migrants. Telles sont les conséquences de l'accommodation marginale des groupes les plus précaires ; une dissémination à l'écart. Une alternative encore avancée officiellement pour s'opposer aux densités extrêmes si souvent décriées au Caire. Ces dernières y sont en effet perçues comme le symptôme de tous les maux apparents estampillés du sceau du surpeuplement. Pourtant, en réduisant les distances, les densités favorisent au moindre coût l'accessibilité et la connexion aux services en réseau. À l'inverse, les habitants de Khartoum ont à subir les affres d'une trame lâche, encore amplifiées par une crise profonde de subsistance, la réduction des dépenses publiques et la libéralisation des tarifs des services en réseau. Au-delà de la crise actuelle, la forme « relâchée » de l'agglomération est donnée à jamais avec ce qu'elle implique comme surcoût sans que l'on puisse imaginer quelle forme de gouvernement pourrait prendre en charge les investissements nécessaires, notamment en matière de transport et d'assainissement. En 1993 à Omdurman, 71 % des ménages possédaient pour tout équipement sanitaire de simples latrines et 64 % en moyenne dans l'agglomération, entretenant les risques sanitaires, du choléra à la malaria. De même, entre 25 et 30 % des ménages ne disposent pas d'eau potable à proximité immédiate et doivent l'acheter à prix d'or à des porteurs d'eau – s'ils le peuvent.

Actuellement, la totalité du coût des services repose sur des familles pauvres, engageant d'irréversibles dégradations de la santé et de l'environnement. Quelques projets portés par des organisations non gouvernementales, du type nourriture contre travail d'intérêt collectif notamment, permettent toutefois d'étendre les réseaux d'eau potable et les drains contre les inondations. Mais il ne suffit pas d'amener les réseaux, il faut qu'ensuite les familles puissent payer et, clairement, beaucoup en sont totalement incapables. L'absence de subvention et l'incorporation totale des coûts dans les tarifs aux consommateurs amènent une grande partie des familles des extensions récentes à ne pas se connecter à l'électricité et à continuer à s'éclairer à la lampe à pétrole et surtout à vivre au rythme du jour et de la nuit. À Omdurman encore, en 1993, 57 % des ménages

s'éclairaient toujours de cette manière – ils étaient 44 % dans l'ensemble de l'agglomération – ce qui signifie aussi qu'ils ne disposaient ou n'utilisaient plus aucun équipement électroménager, pas même un frigo. En 1999, une enquête représentative indiquait que la part de ménages utilisant l'électricité n'avait absolument pas augmenté, voire s'était sensiblement réduite - 56,5 % ; alors que 42 % des ménages disposaient d'un frigo⁵. L'absence d'augmentation de la part d'usagers de l'électricité témoigne des difficultés à devenir sociétaire de la ville. Il faut encore souligner la faible progression de la distribution d'électricité et la très mauvaise qualité de la desserte au-delà d'un rayon de 5 à 6 kilomètres des centres de production et des transformateurs moyenne tension, tous proches des quartiers centraux et de leurs extensions résidentielles. La faiblesse de la production comme le manque de réseaux moyenne tension contraignent très fortement l'élargissement du service. La desserte en électricité progresse moins vite que le téléphone. Cette pénurie devrait être en partie résolue par la mise en service de deux nouvelles centrales thermiques au nord de Khartoum s'appuyant sur la disponibilité pétrolière⁶. Mais, dès lors, l'accès deviendra encore davantage une question de coût.

La résignation face à l'augmentation des prix, l'absence d'adhésion au service, la déconnexion parfois même, montrent à quel point des populations en état d'extrême pauvreté intériorisent leur condition, loin de se révolter comme le prédisent sans nuances les conjoncturistes à l'occasion de telle ou telle hausse significative d'un service ou du pain⁷. Très significatifs encore, en 1993, le bois et le charbon de bois assurent plus de 80 % des besoins de chauffe pour la cuisine à Khartoum et encore plus de 60 % en 1996. Certes, avec l'exploitation pétrolière, le kérosène et le gaz en bouteille sont en principe nettement plus accessibles, mais le charbon de bois reste beaucoup moins cher. En restant très lucrative, notamment parce qu'elle exige très peu d'investissement, la filière du bois de chauffe entretient la déforestation et donc la désertification, elle-même génératrice d'une migration de subsistance.

Au total, cette situation pose la question de la modernisation. Certes, elle tend à se réaliser, à s'affirmer matériellement au travers de ses attributs techniques, mais les profondes inégalités de répartition inscrites dans l'ethnicisation du monde social cristallisée sans ambiguïté ni détour dans les topographies de la capitale n'amènent pas un élargissement notable des bénéficiaires du progrès. La modernisation par et pour le marché, dans des conditions de quasi-monopole de fait pour la plupart des services, cristallise les inégalités alors que l'offre s'élargit. Il n'est plus question de pauvreté dans un contexte de pénurie mais d'appauvrissement dans un contexte d'abondance relative. L'exclusion devient donc plus flagrante ; le fait d'éteindre l'ampoule électrique faute de pouvoir acheter de l'électricité s'apparente à une forme de retrait du marché, ce cadre normatif supposé uniformiser les valeurs sociétales. De même, pour ceux qui sont réduits à la marche sous une

chaleur accablante ou ont renoncé à fréquenter la ville faute de pouvoir accéder aux transports urbains, la question n'est plus que les pompes à essence soient vides mais que le service est inaccessible à une large frange de citoyens. Se nourrir et nourrir les siens demeurent la préoccupation centrale de la majorité de la population. En moyenne, dans l'État de Khartoum, 21 % des habitants souffrent d'une malnutrition chronique qui les fragilisent face aux maladies courantes comme la malaria. Dans les extensions populaires, ce sont même 60 % des habitants qui doivent se contenter d'un seul repas par jour constitué essentiellement de farine (pain et bouillie de sorgho)⁸.

La division sociale dans la densité est radicalement différente de la division sociale dans la distanciation. Au Caire, la construction des inégalités et la stigmatisation des quartiers populaires, de leurs habitants, passent par l'illégalité de la construction alors qu'à Khartoum, marqué par une grande diversité ethnique, c'est immédiatement la légitimité d'être là venant d'ailleurs, l'identité ethnique et régionale qui construit les hiérarchies, assignent à un lieu et à des compétences ou incompétences dans un espace fortement découpé par des vides à défaut d'être totalement maîtrisé. La présence des déplacés et des réfugiés et, plus largement, d'une diversité ethnique sans égale construit un rapport de la métropole au pays qui contraste avec l'apparente unicité égyptienne. À Khartoum, l'appartenance régionale et ethnique est transposée dans la propriété du sol avec des gradients centre-périphéries très nets. L'origine et la date d'arrivée déterminent presque sans exception les positions dans la ville, les modalités d'insertion comme la sécurité de l'établissement. L'ethnicisation extrême des rapports sociaux amène Khartoum à concentrer les contradictions du Soudan dans son ensemble et à les graver dans sa trame foncière. Ensuite, les stratégies matrimoniales marquées par l'endogamie familiale, tribale puis régionale pérennisent cette empreinte foncière et les rapports de domination qu'elle transcrit dans l'espace.

NOTES :

¹ L'indice de primatie est le rapport entre la population de la première et de la deuxième ville du pays. Selon les théories de la géographie urbaine, et dans le cas d'un système de villes parfait, du point de vue statistique, il devrait être égal à 2.

² Nous nous référons ici aux données du pré-survey censitaire de novembre 2002. Si le recensement de 1993 a été le dernier à être publié, un nouveau recensement était prévu pour avril 2003. La préparation de ce dernier a suivi son cours jusqu'à la fin de l'année 2002, notamment la pré-énumération qui permet d'organiser les opérations suivantes et donne de façon précise, par comptage, foyer par foyer, le nombre de familles et d'habitants par village et par quartier pour tout le Nord-Soudan. Le recensement lui-même a été reporté en prévision d'un accord de paix prévu pour l'été 2003 et toujours attendu fin juillet afin qu'il puisse couvrir de façon harmonisée le Nord et le Sud-Soudan – le comptage représente évidemment une étape déterminante du processus de paix, déterminant les rapports de force et la répartition des richesses. Nous avons pu avoir accès aux données de

2002, dans le cadre d'une coopération visant l'élaboration d'un SIG sur le peuplement détaillé du Nord-Soudan associant le département de géographie de l'Université de Khartoum et le bureau central de la statistique. Ce projet est financé par la délégation européenne à Khartoum (Programme Humanitarian Plus, le CNRS et l'ambassade de France) et doit être étendu au Sud-Soudan en 2004-2005.

³ Il ne faudrait toutefois pas idéaliser des solidarités qui relèvent d'obligations morales et ne se réalisent pas sans résistances. Les stratégies individuelles et des uns contre les autres, comme la délinquance et le vol, sont aussi très prégnantes et parfois très organisées. De même, les migrations humanitaires engendrent en masse des éclatements familiaux dramatiques, multipliant le nombre de foyers féminins avec enfants, favorisant l'anomie et les rapports conflictuels alors que les élites anciennes perdent de leur légitimité dans la régulation des différends et le maintien des normes. C'est aussi cela le futur de Khartoum.

⁴ La mise en service des ponts sur les Nils a scandé l'intégration des « trois villes », favorisant aussi l'étalement et la spécialisation sectorielle invitant à davantage de circulation et donc à une demande toujours croissante d'infrastructures de transport qui, en retour, accentue la saturation de la voirie. Le premier pont, construit en 1910 au-dessus du Nil Bleu, connecte Khartoum-Nord et Khartoum ; le second, en 1928, enjambant le Nil Blanc, relie Omdurman à Khartoum et accommodait un tramway disparu dans les années cinquante ; le troisième, à Shambat, associe Khartoum-Nord à Omdurman. En 1980, un nouveau pont plus à l'est sur le Nil Bleu renforce la connexion entre Khartoum-Nord et Khartoum favorisant les extensions populaires sur la rive nord, notamment vers l'est. Cette rive sud-est du Nil Bleu, très enclavée, largement squattée par des populations marginales, fait l'objet d'une intense activité de ré-appropriation foncière qui s'est traduite en janvier 2002 par la mise en chantier d'un nouveau pont, à Jaraif précisément. De même, en amont sur le Nil Blanc, un pont construit par une compagnie chinoise a été inauguré en 2001.

⁵ Source : *Safe Motherhood Survey, National Report - 1999*. Federal Ministry of Health, Central Bureau of Statistics, UNFPA, p. 23.

⁶ Il s'agit d'une centrale financée par la Malaisie de 260 MW à Kilo 10 et d'une centrale financée par la Chine près de la raffinerie d'al-Gayli. Construites avec l'appui d'une ingénierie allemande, elles intègrent encore davantage dans la capacité industrielle du pays les compagnies malaisienne et chinoise qui contrôlent l'activité pétrolière au Soudan. Ces centrales, toutes deux au fuel, n'empêcheront pas que 90 % du butane produit dans la raffinerie d'al-Gayli soient brûlés faute de débouchés.

⁷ La longue chaîne des crises humanitaires où s'imbriquent les crises environnementales amplifiées par les conflits politico-économiques, dans l'expérience de la migration comme dans la transmission intergénérationnelle de l'histoire locale, favorise l'incorporation du malheur. L'affliction et la résignation, jusqu'au fatalisme légitimé par les valeurs religieuses, sont autant d'éléments qui contribuent à expliquer, tout autant que les performances du contrôle policier et la mise à distance planifiée, l'absence de révoltes en mesure de menacer le régime.

⁸ L'approvisionnement céréalier de Khartoum est une nécessité sécuritaire extrêmement coûteuse puisqu'en 2000, il nécessitait la mise à disposition de 855 000 tonnes de céréales qui représentaient 22 % de la production soudanaise de céréales ou 56% du déficit nécessitant importation (Source : *Situation Analysis of Women and Children in the Sudan*. Unicef, 1999).

BIBLIOGRAPHIE DU KHARTOUM CONTEMPORAIN

- Abdallah A. 2001. *Le problème de l'eau dans la muhafaza d'Omdurman. Étude urbaine pour la période 1998-2000* (en arabe). Magistère de géographie, université de Khartoum, 152 p.
- Abdel Rahman B. 1991. «The Urban Primacy of Greater Khartoum». *The Future of Sudan's Capital Region: A Study in Development and Change*. Khartoum University Press. p. 246-253.
- Abu Sin M.E. & Davies H.R.J. (éd.). 1991. *The Future of Sudan's Capital Region: A Study in Development and Change*. Khartoum University Press. 273 p.
- Abu Sin M.E. 1991. "Migration from Eastern Gezira into Greater Khartoum, A Case Study in Rural-Urban Migration and Population Integration Processes in Sudan". *GeoJournal*, n° 25/1, p. 73-79.
- Ahmad A. M. 1989. "Housing Submarkets for the Urban Pooors. The Case of Greater Khartoum". *Environment and Urbanization*. n° 1/2, p. 50-59.
- Akbar D. 1988. *Crisis in the Built Environment. The Case of the Muslim Cities*. Minar Book, Singapore, distribution Brill Publishing, 265 p.
- Haram A. I. 1999. *Ishash Fallata Relocation: an Appraisal of the Project Impact on New Hay el Engaz*, Magistère d'architecture, université de Khartoum, 115 p.
- Bakhit A.H. 1994. "Availability, Affordability, and Accessibility of Food System in Khartoum/Sudan". *GeoJournal*, n° 34, vol. 3, p. 263-269
- Bakhit A.H. & Johayna A. 1994. "Mubrooka: A Study in the Food System of a Squatter Settlement in Omdurman/Sudan". *GeoJournal*, n° 34, vol. 3, p. 263-269
- Bannaga S. 2001. *Les déplacés et la chance de la paix, l'expérience de Khartoum*. Université africaine, Centre de recherches et d'études africaines. n° 67, 286 p. (en arabe).
- Bannaga S. 1994. *La planification de l'habitat pour le sauvetage*, État de Khartoum, ministère de l'Équipement, 89 p. (en arabe).
- Bannaga S. 1992. *Unauthorized and Squatter Settlements in Khartoum*. Ministry of Engineering Affairs. Khartoum State. (37 p. en anglais, 21 p. en arabe, 3 cartes).
- Barbour K.M. 1961. *The Republic of the Sudan. A Regional Geography*. University of London Press. 292 p.
- Barclay H. 1964. *Burri al Lamaab, a Suburban Village in the Sudan*. Ithaca, Cornell University Press. 296 p.
- Bushra (el) S. 1988. "The Urban Crisis and Rural-Urban Migration in Sudan". *The geography of urban-rural interaction in developing countries* (Potter & Unwin éd.). Routledge. p. 109-140.
- Bushra (el) S. 1980. *The Development of Industry in Greater Khartoum*. In Pons V., p. 269-296.
- Bushra (el) S. 1976. *An Atlas of Khartoum Conurbation*. Khartoum University Press, 97 p.
- Bushra (el) S. 1975. "Sudan's Triple Capital: Morphology and Functions". *Ekistics*, n° 39.
- Bushra (el) S. 1971. "The Evolution of the Three Towns". *African Urban Notes*. vol. 6, n° 2, p. 8-23.
- Bushra (el) S. 1970. *The Khartoum Conurbation: an Economic and Social Analysis*. PhD, Université de Londres (non publiée).
- Babiker M. 1993. « Les inondations de Khartoum en 1988 : Impact et réactions des populations ». *Égypte/Monde arabe*. n° 17, p. 137-150.

- Denis E. 2002. « Du village au Caire, au village comme au Caire, vers la métropole-état ». *L'Égypte dans le siècle 1901-2000. Égypte/ Monde arabe*, Complexe, p. 225-254.
- Ders 1994. « Hunger-Vulnerable Groups within the Metropolitan Food System in Khartoum ». *GeoJournal*, n° 34, vol. 3, p. 257-261
- El Agra O. 2002. “Physical Decline and Decay in Sudanese Urban Environment”. *Sustainable Development in Sudan: Ten Years After Rio Summit* (Hassan Abdel Ati éd.). Environmentalists Society, Heinrich Boll Foundation, p. 80-98.
- El Agra O. *et al.* 1985. *Popular Settlements in Greater Khartoum*. Khartoum University Press.
- El Nimr S. 1999. *Le Grand Khartoum. Etude urbaine* (en arabe). Magistère de géographie, Université de Khartoum, 154 p.
- El Faig A. 2000. *Real-Estate in Sudan Economy and the Rental Housing Market of Khartoum Town*. Magistère d'économie, Université de Khartoum, 161 p.
- El Tâhir S. 2001. *Le secteur informel dans la province de Khartoum* (en arabe). Magistère d'économie, université de Khartoum, 87 p.
- El Tayeb G. 2002. « Human Development in Sudan from Agenda 21 Perspectives ». *Sustainable Development in Sudan: Ten Years After Rio Summit* (Hassan Abdel Ati éd.). Environmentalists Society, Heinrich Boll Foundation, p. 167-208.
- El Tayeb G. 1989. *Industry and Peripheral Capitalism in the Sudan. A Geographical Analysis*. Khartoum University Press, 213 p.
- Fawzi-Rossano D. 2002. *Le Soudan en question*. La Table Ronde. 304 p.
- Gertel G. 1999. « Informeller Sektor: Zur Erklärungsreichweite des umstrittenen Konzepts. Das Beispiel Khartoum ». *Geographische Rundschau*, n° 51, H. 12, p. 705-711.
- Gertel G. 1993. *Krisenherd Khartoum*. Freiburger Studien zur Geographischen Entwicklungsforschung. Saarbrücken, Veirlag Breitenbach Publishers, 317 p.
- Hasid G. 2000. « Local Level Authorities and Local Action in Greater Khartoum, Sudan », *The Arab World Geographer*, volume 3 number 4.
- Ireton F. 1994. « Quelques aspects de l'évolution démographique du Soudan 1956-1993 ». *Égypte/Monde arabe*. n° 17, p. 15-37.
- Kameir el W. 1980. « Nuer Migrants in the Building Industry in Khartoum: A case of the Concentration and Circulation of Labour ». *Urbanization and Urban Life in Sudan* (Pons éd.). University of Hull. p. 449-485.
- Lavergne M. 1997. « La violence d'État comme mode de régulation de la croissance urbaine: le cas de Khartoum (Soudan) ». *Espace, Populations, Sociétés*. n° 1, p. 49-64.
- Lavergne M. 1995. « L'aménagement du Grand Khartoum, entre planification autoritaire et droit à la ville ». *Annale de Géographie*. Université Saint-Joseph, Beyrouth. Vol. 16, p. 75-115.
- Maliqalim Simone A. 1994. *In whose Image? Political Islam and Urban Practices in Sudan*. University of Chicago Press. 273 p.
- Morton J. 1994. *The Poverty of Nation. The Aid Dilemma at the Heart of Africa*. British Academic Press. 263 p.
- Moriconi-Ebrard F. 2000. *De Babylone à Tokyo. Les grandes agglomérations du Monde*. Géophrys, 344 p.
- Norris W. 1985. *Desertification and the Growth of the Urban Fringe: a Case Study from Omdurman, Sudan*. Unpublished PhD. University of Wales.
- Obert Voll J. 1997. “Islam, Islamism, and Urbanization in Sudan: Contradictions and Complementaries”. *Population, Poverty, and Politics in Middle East Cities* (Bonine M. éd.). University Press of Florida. p. 285-303.
- Pérouse de Montclos M-A. 2001. *Migrations forcées et urbanisation: le cas de Khartoum*. Centre d'Études sur la Population et le Développement. Dossier n° 63, 70 p.
- Pons V. 1980. *Urbanization and Urban Life in Sudan*. University of Hull. 782 p.
- Powell E. 2003. *A Different Shade of Colonialism. Egypt, Great Britain, and the Mastery of the Sudan*. University of California Press. 260 p.
- Rones J. 1996. *Behind the Red Line. Political Repression in Sudan*. Human Right Watch, New York, 145 p.
- Ruppert H. 1988. “The Migration of the Zaghawa to Khartoum-Omdurman Conurbation”. *Rural-Urban Migration and Identity Change. Case Studies from Sudan*. (Ibrahim F. & Ruppert éd.), Bayreuth, p. 63-78
- Soleiman Y. 1999. *Degradation of the Urban Environment in Greater Khartoum: The case of Abu Sied*. Magistère de géographie, Université de Khartoum, 109 p.
- Stevenson R.C. 1980. “Khartoum during the Turco-Egyptian occupation”. *Urbanization and Urban Life in Sudan*. University of Hull. p. 97-133.
- Yath A.W. 1991. “The Effect of Differential Access to Accomodation on the Dinka Migrants in Khartoum. The Example of Gereif West”. *Geojournal*, n° 25/1, p. 19-26.
- Wani-Gore P. 1991. “Effect of Disasters on Population Redistribution”. *Disaster Prevention and Management in Sudan* (Abu Sin M. éd.), Khartoum University Press, 1991, p. 65-81.
- Woodruff B.A. & al. 1993. “Disease Surveillance and Control after a Flood: Khartoum, 1988”. *Disasters*. Vol. 14, n° 2, p. 151-163.
- Yath Y.A. 1997. « On the Migrant's Attitude Towards Their Works-place in Greater Khartoum. The Example of the Dinka in Greif West ». *Forschungen im Sudan* (Pörtge K.-H. éd.), Erfurt, p. 125-139.
- Ziegler P. 1973. *Omdurman*. Londres, Rex Collins, 240 p.